

Cancun avait entériné Copenhague, Durban risque d'enterrer Kyoto. Occupons Durban et la COP-17 !

Il y a tout juste deux ans se tenait le sommet de « *la dernière chance* ». Copenhague a donné Flopenhague¹. Depuis, un nouveau record d'émissions de gaz à effets de serre est battu quasiment chaque année : + 6 % en 2010². Les niveaux d'émissions sont aujourd'hui plus hauts que le pire des scénarios publiés par les scientifiques il y a à peine 4 ans. Nous allons vers 3 à 4°C de réchauffement climatique global et la consommation d'énergie carbonée s'accroît. Les conséquences à travers le monde sont désastreuses : sécheresses en Australie et en Afrique, inondations au Pakistan et en Indonésie, feux de forêts en Russie, montée des eaux qui menacent les îles du Pacifique, changement des saisons des pluies dans les Andes ou en Asie du Sud-Est, etc.

Alors que les dérèglements climatiques menacent la vie de millions de personnes sur la planète³, le sujet a quasiment disparu de l'agenda politique. Après avoir été omniprésent, le climat semble avoir été totalement oublié. C'est particulièrement vrai en Europe, où la crise financière et économique l'a totalement évincé, comme si les deux questions n'avaient absolument rien à voir l'une avec l'autre. La dernière déclaration du G20 y consacre seulement cinq lignes absolument creuses, sans aucune annonce⁴. C'est dans cette indifférence quasi-générale que va se tenir une nouvelle conférence de l'ONU sur le climat du 28 novembre au 9 décembre à Durban en Afrique du Sud.

Durban risque d'enterrer le protocole de Kyoto

Si le sommet de Cancun avait entériné⁵ le pseudo-accord de Copenhague, Durban risque d'enterrer le protocole de Kyoto⁶. Signé en 1997, il contraint les pays dits « *développés* »⁷, à l'exception des Etats-Unis qui ne l'ont pas ratifié, à respecter des objectifs chiffrés de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces objectifs sont limités mais officiellement contraignants. La première phase d'engagement prend fin en 2012. Les pays en développement exigent une seconde période d'engagements. La Russie, le Canada et le Japon, 10 % des émissions mondiales à eux trois, ont déjà déclaré qu'ils n'en voulaient pas.

De son côté, l'Union Européenne affirme vouloir conserver le protocole de Kyoto. Présidée par la Pologne⁸, l'UE dit en même temps vouloir un dispositif intégrant tous les pays. « *Il est temps de transformer les paroles en action* »⁹ leur a dit en Octobre Jorge Arguello qui préside le groupe G77 et Chine pour le compte de l'Argentine, leur rappelant que l'UE se pare de vertu mais ne fait guère bouger les lignes. Quant aux Etats-Unis, ils multiplient les exigences envers la Chine et les grands pays émergents alors que dans le même temps, ils ne sont toujours pas signataires du protocole de Kyoto, ils n'ont toujours pas engagé de véritable politique de réduction contraignante de leurs émissions et ils rechignent à débloquer des financements.

De leur côté, les pays « *en développement* » s'inquiètent de remplacer un protocole juridiquement contraignant par un régime basé sur des engagements volontaires non contraignants remettant en cause le principe de « *responsabilité commune mais différenciée* » qui fonde le protocole de Kyoto. Ils

1 <http://copenhague.blogs.liberation.fr/climat/2009/12/trois-le%C3%A7ons-rapides-de-floopenhague.html>

2 <http://www.guardian.co.uk/environment/2011/nov/04/greenhouse-gases-rise-record-levels>

3 D'après les données du Forum humanitaire mondial, présidé par l'ancien Secrétaire des Nations Unies, Kofi Annan, on a estimé le nombre de décès dû aux dérèglements climatiques en 2009 à près de 350 000.

4 <http://www.g20-g8.com/g8-g20/g20/francais/pour-la-presse/communiqués-de-presse/sommet-de-cannes-communique-final.1555.html>

5 <http://climatjustice.org/2010/12/07/cancun-enterine-copenhague/>

6 Voir cet article pour une présentation plus complète : <http://www.mouvements.info/Copenhague-les-pays-riches-movement.html>

7 Les pays développés sont les pays dits de l'Annexe B, selon le protocole de Kyoto, qui regroupe les pays auxquels le protocole assignait un objectif de réduction des émissions de GES de 5,2 % d'ici 2012 par rapport à 1990 et un objectif de renégociation d'engagements contraignants pour la période post-2012.

8 Fortement consommatrice de charbon et rétive à tout engagement important en faveur du climat, la Pologne vient de se lancer dans une exploitation tout azimut des gaz de schiste dont le bilan-carbone pourrait être catastrophique.

9 <http://www.afriquejet.com/un-climate-talks-g77-urges-us-to-be-honest-at-un-climate-talks-2011100524029.html>

ont rappelé que le mandat de ces négociations est de transformer en actions concrètes les principes de la Convention climat, non de les renégocier. Comme l'analyse Pablo Solon¹⁰, le plus vraisemblable est que le protocole soit conservé pour ne pas trop braquer les « *opinions publiques* » mais qu'il soit en même temps complètement vidé de sa substance, ie sans nouvelle période d'engagements. Sur le modèle du pseudo-accord de Copenhague, une liste des engagements de réduction d'émissions « *que chacun souhaite* » pourraient être consignés dans texte « décidé » lors de cette COP 17.

Des financements inexistant, ou très insuffisants !

L'issue des discussions sur l'avenir du protocole de Kyoto et d'un éventuel nouveau dispositif à brève, moyenne ou longue échéance, dépend également de ce qui sera mis sur la table en termes de financements. Des 30 milliards de dollars promis à Copenhague par les pays développés pour la période 2010-2012, les pays pauvres n'ont encore pas vu grand chose. Quand ils existent, ce sont bien souvent de l'aide au développement rebaptisé « climat ». Quant à l'objectif visant à mobiliser 100 milliards par an d'ici 2020, il ne se concrétise pas rapidement.

Lors de la dernière réunion du Cap (Afrique du Sud), aucun accord¹¹ n'est intervenu sur la mise en place du Fonds Vert pour le Climat. Présenté comme un véritable succès lors de la conférence de Cancun¹², ce fond n'aura toujours pas vu le jour à l'ouverture de la conférence de Durban, un an plus tard. Sans règles de fonctionnement, sans représentants et sans financements, ce fonds verts est à ce jour un mirage. Néanmoins, les discussions laissent poindre une primauté donnée aux financements privés issus des marchés, notamment du carbone. Donnant par ailleurs un rôle majeur à la Banque Mondiale, ce fonds ne permettrait pas de garantir des financements prévisibles, additionnels et publics à la hauteur des enjeux¹³.

L'emballage climatique n'est pas stoppé

Pendant que ça bataille sur les formes institutionnelles d'un post-Kyoto et du Fonds Vert, plus aucun débat n'a véritablement lieu pour savoir comment augmenter les engagements de réduction d'émissions des uns et des autres. L'essentiel est passé à la trappe. A l'échelle mondiale, les émissions de CO2 ont pourtant atteint 30,6 gigatonnes (Gt) en 2010¹⁴, croissance dont la moitié est due aux Etats-Unis et à la Chine. Par habitant, si les émissions de la Chine – dont une bonne part est destinée à la production de biens exportés – s'élèvent à 5,8 tonnes, 1,5 tonnes pour l'Inde, les pays de l'OCDE en sont à 10 tonnes par habitant et par an. Ces derniers représentent toujours 25 % de la croissance des émissions mondiales depuis 2009, et 40 % des émissions totales. Et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'attend, dans son rapport annuel¹⁵, à une hausse de 20 % des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2035, au lieu d'une réduction importante.

Sans seconde période d'engagements réellement contraignants et à la hauteur des enjeux, la possibilité de ne pas dépasser les 2°C de réchauffement global d'ici la fin du siècle va s'amenuiser sévèrement. Cet objectif nécessite une division par deux des émissions globales d'ici 2050, soit au minimum par quatre dans les pays dits « *développés* ». D'autant plus que les pays européens, par exemple, entendent bien faire perdurer les mécanismes de flexibilité, tels que les marchés carbone et les mécanismes de développement propre (MDP), que le protocole de Kyoto survive ou pas. Et ce quand bien même ces mécanismes de flexibilité dévoient la lutte contre les dérèglements climatiques. Permettant de ne pas réduire fortement ses propres émissions domestiques, les MDP ont fonctionné comme un effet d'aubaine pour des industriels tout heureux d'être financés pour implanter leurs investissements dans des pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil qui concentrent plus des 2/3 des projets réalisés, au détriment de l'Afrique par exemple¹⁶.

10 <http://alter-echos.org/justice-climatique/a-la-veille-de-durban-bilan-et-perspectives-des-negociations-climat-par-pablo-solon/>

11 <http://thestar.com.my/columnists/story.asp?file=/2011/10/24/columnists/globaltrends/9758337&sec=globaltrends>

12 <http://www.bastamag.net/article1354.html>

13 <http://climatjustice.org/2011/09/10/banque-mondiale-hors-des-financements-pour-le-climat%0c2%a0/>

14 D'après les dernières données de l'Agence internationale de l'énergie : http://www.iea.org/index_info.asp?id=1959

15 <http://www.worldenergyoutlook.org/>

16 http://www.romandie.com/news/n/_Le_Mecanisme_de_developpement_propre_suspendu_a_l_avenir_de_Kyoto07102011_910.asp

MDP, REDD, géo-ingénierie : des expérimentations injustes, inefficaces et dangereuses !

Les MDP ne sont qu'une longue série de dispositifs inadaptés à la lutte contre les changements climatiques. Si les COP ne jouent plus leur rôle d'espaces de négociations sur les réductions d'émissions de gaz à effets de serre, elles sont devenues de véritables foires aux propositions inadaptées, injustes et dangereuses. Après avoir suscité les marchés et la compensation carbone, qui permettent surtout aux pays du Nord d'éviter de réduire leurs émissions domestiques, les négociations climat prévoient d'étendre ces mécanismes aux forêts, à l'usage des sols et à l'activité agricole. Il n'y a pas de limite à l'imaginaire financier et néolibéral.

Transformant les forêts et les sols en stocks de carbone, les mécanismes REDD et assimilés participent d'une double logique de marchandisation et de financiarisation de la nature. On en oublierait presque que les forêts sont des lieux d'habitat et de vie pour de nombreuses communautés, dont les droits sont bafoués par de tels dispositifs, et qu'elles sont une source d'eau et de biodiversité sans égal. A Durban, grand est le risque de voir ce type de mécanismes étendus à l'usage des sols. Confrontés à l'absence de financements, les pays pauvres sont vivement invités par la Banque Mondiale à soutenir son projet « *d'agriculture intelligente face au climat* » (*climate smart agriculture*¹⁷). Les sols et pratiques agricoles, sous peu qu'elles soient favorables à la capture et au stockage du CO₂, deviendraient éligibles aux dispositifs MDP et donc source potentielles de financements. Derrière, Monsanto et autre multinationales, ayant breveté des techniques de semis sans labours avec des OGM appropriés, se frottent les mains. Ce sont autant de techniques qui pourraient devenir éligibles aux financements MDP. Les petits paysans peuvent eux s'inquiéter d'un dispositif qui immanquablement aggravera la désappropriation de leur travail tout en favorisant un nouvel accaparement des terres, minant tout possibilité de souveraineté alimentaire. Alors que les pratiques d'agriculture vivrière, agroécologiques, traditionnelles ou pas, sont pour la plupart satisfaisantes au regard des exigences climatiques.

Autre versant des propositions inadaptées, injustes et dangereuses : la géo-ingénierie¹⁸. Plutôt que de réduire les émissions de CO₂, pourquoi ne pas accroître la capacité d'absorption en CO₂ des océans ? Ou d'augmenter la capacité réfléchissante de la stratosphère pour réduire l'effet de serre ? Comment ? En fertilisant les océans avec des nanoparticules de fer dans le but d'y faire proliférer le phytoplancton, capteur théorique de CO₂, ou bien en y déversant de la chaux afin d'en réduire l'acidité et d'accroître leur capacité d'absorption du CO₂. Pour la stratosphère, il s'agit également d'y disséminer des éléments chimiques capables de réfléchir une partie du rayonnement solaire comme l'avait fait l'éruption du volcan Pinatubo en 1991. Celle-ci avait projeté 20 millions de tonnes de dioxyde de soufre dans la stratosphère, entraînant un refroidissement moyen de la planète de 0,5 °C pendant deux ans¹⁹.

La COP, une Conférence des Pollueurs ?

A ce petit jeu, certains se demandent si les COP ne sont pas devenues seulement des Conférences de Pollueurs²⁰. Se réunissant pour la 17ème fois sans avoir le début du commencement d'une solution sérieuse aux défis de l'humanité confrontée aux dérèglements climatiques, les chefs d'Etats et de gouvernements, ou leurs représentants, peuvent-ils encore prétendre détenir la légitimité pour mener à bien ces négociations ? Depuis Copenhague, ils disent préférer la stratégie des petits pas. Pourtant, cette stratégie des petits pas ne fonctionne pas et les dispositifs mis en place ne font qu'aggraver la situation globale. Face à l'emballement climatique, aucune solution de type « *capitalisme vert* » n'est opératoire.

Quelle est donc aujourd'hui la crédibilité et la sincérité de négociateurs et ministres qui vont de sommet en sommet sans aucun résultat tout en portant en notre nom des propositions ou des mandats qui ne sont pas à la hauteur des enjeux ? Pourquoi ne pas étendre le mot d'ordre des indignés « *ils ne nous représentent pas* » en affirmant qu'ils ne sont « *plus légitimes* » pour s'occuper d'enjeux aussi sérieux ? Pourquoi ne serions-nous pas plus légitimes qu'eux pour élaborer des solutions aux dérèglements

17 <http://climatechange.worldbank.org/content/climate-smart-agriculture>

18 http://www.etcgroup.org/upload/publication/pdf_file/ETC_geopiracy_fr.pdf

19 <http://www.bastamag.net/article1765.html>

20 <http://alter-echos.org/justice-climatique/climat-durban-une-nouvelle-%C2%AB%C2%A0conference-des-pollueurs-%C2%A0%C2%BB/>

climatiques, sur la base des déclarations de Cochabamba²¹ ou de Lézan²² ?

Occupy COP17 : Tout réinventer pour construire l'alternative !

Il n'y a donc pas d'autres solutions que de tout réinventer. Nous ne partons pas de rien. Nous partons de milliers d'expériences de relocalisations d'activités socialement utiles et écologiquement soutenables. Nous partons de très nombreuses luttes contre les grands projets inutiles²³ (aéroports²⁴, autoroutes, etc...), contre le toujours plus loin / profond / dangereux des entreprises minières et énergétiques²⁵, ou contre les aberrations néolibérales visant à mettre les peuples en compétition autour d'un moins disant social injuste et inacceptable. Nous partons de nombreuses expériences et réflexions pour faire de l'eau, l'air, l'énergie, la biodiversité, etc. des biens communs de l'humanité qui doivent être gérés directement par les populations, sans l'entremise d'intérêts privés et capitalistes. Nous partons enfin d'une conscience et d'une compréhension toujours plus vives et précises, bien que pas toujours exprimées, selon lesquelles « *ça ne peut plus durer comme ça* ».

Voilà quatre des piliers sur lesquels construire l'alternative. Bien-entendu, cela peut paraître peu par rapport aux pouvoirs des Etats et aux projets fous et aberrants des lobbies et multinationales. Mais espérer de ces derniers qu'ils soient touchés par la grâce et finissent par agir « *bien* » est tout simplement illusoire. Nous n'avons pas d'autres solutions que de s'appuyer sur nos forces, à tous les niveaux, pour construire à la fois le monde de demain et le rapport de force nécessaire pour que nos solutions, celles qui existent et celles que nous devons inventer en route, s'imposent d'elles-mêmes.

A quoi bon aller à Durban alors ? Pour déconstruire les discours officiels et construire avec les mouvements et organisations de la planète entière cette histoire, notre histoire, selon laquelle nous avons les solutions pour une véritable transition écologique et sociale de nos sociétés. A la veille de cette conférence, fleurissent les appels « Occupy COP17 », occuper Durban, voire même à occuper la Terre²⁶. Occuper l'espace, occuper les consciences, ne pas les laisser à nos adversaires, voilà de quoi il est question à Durban. Construire l'alternative passe toujours par cette exigence d'obtenir un accord juste, contraignant et à la hauteur des enjeux. Nous n'avons pas d'autres solutions que de l'imposer à celles et ceux qui n'en veulent pas. Seule une mobilisation citoyenne sans précédent pourra inverser le rapport de force et débloquer la situation. Construisons l'alternative. Reprenons le pouvoir sur nos existences et notre avenir.

Maxime Combes, le 27 Novembre 2011

Membre d'[Attac France](#) et de l'[Aitec](#), et engagé dans le projet Echo des Alternatives (www.alter-echos.org).

21 <http://climatjustice.org/2010/04/22/cochabamba-presque-en-direct/>

22 <http://climatjustice.org/2011/08/30/transition-energetique-une-feuille-de-route/>

23 <http://www.11-12-2010.eu/FRA/>

24 <http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-combes/101111/aeroport-de-notre-dame-des-landes-entre-capitalisme-vert-et-changemen>

25 <http://alter-echos.org/extractivisme-ressources-naturelles/aux-etats-unis-bras-de-fer-autour-du-pipeline-de-la-discorde/> et <http://alter-echos.org/extractivisme-ressources-naturelles/gaz-de-schiste-des-etats-unis-a-l%e2%80%99afrique-du-sud-la-contestation-prend-de-l%e2%80%99ampleur/>

26 <http://www.grist.org/pollution/2011-10-27-from-occupy-wall-street-to-occupy-earth>